

Éditorial

Ce numéro du *Bulletin* est consacré à la région de l'Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement aux tentatives actuelles des dirigeants régionaux pour créer une monnaie commune. La complexité politique et économique de la région est ponctuée par des cycles de turbulences qui se manifestent, par exemple, sous la forme de longues périodes de terreur, de conflits inter et intra-régionaux et, plus récemment, de défis périodiques de santé publique sous la forme d'épidémies d'Ebola et actuellement de la pandémie de coronavirus. Certaines de ces turbulences ont des origines historiques, en particulier les processus inachevés de construction de l'État et les héritages postérieurs de la domination coloniale, qui se sont combinés ou ont accentué des réalités écologiques extrêmes qui débordent périodiquement pour aggraver la situation. La région est en effet soumise à des extrêmes climatiques, et les situations d'urgence qui en résultent ont non seulement affecté les moyens de subsistance quotidiens, mais aussi sapé les principaux secteurs productifs de la région.

Mais l'Afrique de l'ouest est aussi un lieu de diversité, empreint de civilisations historiques qui sont le résultat de vastes mouvements de populations qui alimentent des cultures riches et conviviales dans la région. Cela explique en partie le patrimoine historique de la région, qui comprend de riches cultures d'érudition, de musique, d'art et de poésie. Les mouvements complexes qui caractérisent la région ont rassemblé les peuples d'Afrique de l'ouest dans une zone d'intégration prédestinée, les processus de territorialisation et de déterritorialisation, décrits ailleurs par Souleymane Bachir Diagne, étant considérés et compris comme essentiels à ses traditions. Mais les cycles de turbulence continuent d'éroder les capacités de résilience de l'État et de la société et ouvrent des brèches aux acteurs non étatiques qui rivalisent avec l'État à la fois dans l'offre d'un semblant de sécurité, mais aussi dans le monopole de la violence.

Les quinze pays de la région forment l'ensemble de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) qui, au fil des décennies, a cherché à créer une union monétaire et une monnaie commune.

Mais la complexité politique de la région, liée à son passé colonial, a toujours constitué un écueil pour cet objectif. Huit des pays qui constituent la CEDEAO sont francophones, cinq sont anglophones et deux sont lusophones. Au fil du temps, ce clivage linguistique s'est reproduit dans les politiques monétaires et fiscales. Pendant que la CEDEAO continue de servir d'union politique et économique pour les quinze pays, les pays francophones ont également formé l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Outre le fait qu'ils sont désignés comme les pays de la zone CFA, ce qui témoigne de l'influence de la France sur les politiques monétaires et fiscales de ces huit pays, ils font partie d'un groupe plus large, la CEDEAO, qui a des ambitions d'intégration monétaire.

Les articles de ce *Bulletin* ont tenu compte de cette complexité politique et économique pour aborder la question de l'intégration monétaire. Alors que le désir d'une monnaie unique a été évoqué depuis 1975 au sein de la CEDEAO, la dimension actuelle de ce désir est définie par la politique de l'éco, la monnaie commune proposée pour les quinze pays qui constituent la CEDEAO et qui est en phase d'incubation depuis 2003. Mais la complexité politique de la région, liée à son passé colonial, continue de présenter des défis, dont certains sont activement provoqués pour étouffer l'éco dans l'œuf. Alors que l'intégration monétaire a été conçue comme une stratégie visant à permettre aux quinze pays d'exercer un plus grand degré de souveraineté monétaire et fiscale, des craintes légitimes existent quant à l'influence extérieure sur la conception, la valeur et la cadence de l'adoption. L'article de Ndongo Sylla dans ce numéro se penche sur ces craintes, en se demandant si la région a besoin d'une version tropicalisée de l'euro ?

Les auteurs des articles de ce numéro s'accordent sur le fait que les défis rencontrés autour de la mise en œuvre de l'éco en tant que monnaie ouest-africaine pointent vers un héritage colonial persistant qui place la France au centre du processus. La France continue d'exercer un contrôle (in)direct écrasant sur la politique économique et politique de ses anciennes colonies. Des pays comme le Mali et la Guinée, qui ont résisté

aux manœuvres de la France, ont subi des tentatives de paralysie de leurs économies, contraignant ainsi le reste des pays francophones à se soumettre et à se conformer aux désirs de la France. La mainmise de la France sur ses anciennes colonies est particulièrement évidente dans la manière dont elle exerce son pouvoir militaire sur le Sahel, une région qu'elle définit comme ne comprenant que les cinq pays suivants : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Ces pays sont riches en minerais et sont au centre d'un complexe de sécurité à la fois réel et imaginaire pour légitimer des incursions injustifiées dans les affaires intérieures de la région.

En fait, le Sahel est une région géographique plus large qui englobe tout ou partie de douze pays de la côte atlantique à la mer Rouge. Elle comprend des pays comme le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée et Djibouti. Le Ghana s'inscrit dans cette proximité et permettrait un axe régional alternatif qui constituerait la base d'une nouvelle union monétaire. Mais comme le montrent les articles de ce numéro du Bulletin, le chemin vers une véritable intégration monétaire est parsemé d'embûches qui sont le produit d'une manipulation extérieure des diversités internes. L'histoire du franc CFA comme monnaie des pays francophones d'Afrique de l'ouest regorge d'exploitation néocoloniale, qui s'est exprimée principalement par son arrimage au système monétaire français. À son tour, la manipulation et l'exploitation continues par la France des pays de la zone CFA sont facilitées en partie par l'incapacité du continent à se libérer du joug colonial, maintenant ainsi les pays francophones d'Afrique de l'ouest dans le giron français. La motivation de la France à contrôler la conception, l'évolution et l'adoption de l'éco est liée à ce désir de contrôle et de manipulation continus, et d'étendre sa sphère d'exploitation à tous les pays de la CEDEAO. La manifestation de cette expansion se voit dans la manière dont les intérêts commerciaux français essaient partout dans la région et se sont plus récemment étendus au-delà de cette région.

Toute tentative des pays de la zone CFA de se libérer du joug de la France a été frustrée par une combinaison de stratégies comprenant la manipulation d'un État contre l'autre et des tentatives renouvelées de ressusciter des propositions intellectuelles et politiques démythifiées qui ont été utilisées précédemment pour s'offrir un nouveau contrat de vie pour un colonialisme obsolète. En particulier, la tentative de prendre en otage l'éco

avec l'accord de quelques pays n'est rien d'autre qu'une manœuvre pour faire échouer l'idée d'une monnaie unique ouest-africaine, en organisant une fissure dans les rangs de la CEDEAO pour permettre à la France d'en reprendre le contrôle. Par conséquent, à bien des égards, l'idée de Ndongo Sylla d'un euro tropicalisé au nom de Éco est une parfaite illustration des mouvements que nous observons. Ali Zafar et Odair Barros-Varela abordent la tâche complexe de battre une monnaie commune pour des pays qui ont des traditions coloniales différentes : anglophones, francophones et lusophones. La politique est le moteur des politiques monétaires et fiscales et le fait que, même en politique, chacun des pays continue à refléter les vestiges de son passé colonial limite les possibilités d'une convergence facile autour d'une unité monétaire. Pour des pays comme la Mauritanie et la Guinée qui ont réussi à sortir de la zone CFA, leur retour dans une zone économique dirigée par la France équivaldrait à une capitulation devant une cause qu'ils avaient gagnée. Les faiblesses internes des pays de la CEDEAO, issues d'un projet avorté de formation d'un État, continuent de les exposer à des manipulations extérieures et à la persistance de conflits internes et d'insécurité, de privations économiques et d'un faux recours à la religion.

Dans le contexte de la radicalisation, des formes politisées de religion ont été mobilisées pour constituer des groupes qui, au nom de la sécurisation des moyens de subsistance des populations, les ont radicalisées en milices responsables d'une violence intense, de conflits et de guerres dans la région. En ce sens, la religion est politisée pour apporter du réconfort, mais ce réconfort est à court terme et ne répond pas aux attentes à long terme des habitants de la région, la dynamique de genre de cette turbulence brutale restant de loin la plus grande préoccupation. Un retour à l'idée d'un État fonctionnel est donc inévitable, mais les échecs continus de l'État en Afrique de l'ouest en font un cercle vicieux dont il est difficile de sortir.

La réapparition des coups d'État militaires pour régler les dysfonctionnements politiques internes et la remilitarisation à grande échelle de la région comme solution proposée par des acteurs extérieurs désireux de contrôler le destin économique de la région créent un contexte difficile pour rêver d'une union monétaire. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que l'idée d'une monnaie commune pour la région a commencé à germer, il y a environ quarante-cinq ans. Au cours de ces décennies, les engagements idéologiques ont perdu

du terrain suite aux changements de leadership et de vision politique. Des intérêts nouveaux sont apparus, et d'autres qui appartenaient au passé ont refait surface de manière plus virulente, notamment avec l'adoption de l'euro, le Brexit et la montée de la Chine et de ses intérêts en Afrique. Pour une exploitation plus facile, la résolution visant à empêcher les pays de la région de constituer une force commune en matière

de politique monétaire et fiscale a donné naissance au type de manipulation et d'incertitude que l'éco connaît aujourd'hui. En effet, quelle serait la légitimité d'un processus d'intégration monétaire, s'il était assuré par des pays dont les dirigeants ont accédé au pouvoir en rompant les protocoles établis d'accession à la magistrature suprême ?

Godwin R. Murunga

Secrétaire exécutif, CODESRIA

&

Ibrahim O. Ogachi

Directeur des Publications (par intérim), CODESRIA